

Les ouvriers de l'Aéronautique contre les licenciements

« Parons au plus pressé », « Tout pour l'Algérie », se sont dit les députés qui viennent de voter le budget militaire.

Les crédits pour l'Aéronautique ont donc été réduits de 36 milliards.

Répercussion immédiate dans cette industrie travaillant à 85 % pour l'armée: les licenciements vont se multiplier. La SNECMA vient de faire savoir que 40 % de son personnel pourrait être atteint. Bréguet vient de jeter dehors 350 ouvriers. La majorité des entreprises sera touchée, et le choc sera également répercuté sur les fabrications d'accessoires et les maisons sous-traitantes.

Bref: 15.000 travailleurs peuvent être mis sur le pavé du jour au lendemain.

Ces menaces surviennent au moment où la combativité des gars de l'Aéronautique s'illustre à travers plusieurs mouvements:

— Chez Morane à Tarbes, durant plus d'un mois les travailleurs tirent tête à Carillion, un directeur de choc — se foutant des lois, selon son expression. A un moment de la lutte, des mensuels — remis dans les ateliers afin de remplacer les ouvriers en grève — se joignaient également aux grévistes. Le mouvement échoua, parce que, laissé à lui-même, sans direction ni perspective il aboutit à une impasse sur le plan local.

— Chez Bréguet à Anglet, des débrayages se déroulaient depuis le début janvier, quand un délégué CGT fut licencié le 21 janvier. Le directeur et le chef de personnel durent s'enfuir, à ce moment, afin d'échapper à la colère du personnel qui envahissait leurs bureaux.

Des manifestations de rue eurent lieu avec plus de 1.800 travailleurs. Des bagarres se déroulèrent avec la police devant le Palais de Justice à Bayonne. Et les employés des grands magasins se joignirent aux manifestations. De même chez Hispano, les licenciements n'ont pas empêché certains ateliers de faire grève. (Voir *Vérité des Travailleurs*, N° 79.)

— A la SNCAN de Châtillon, les mensuels partent les premiers, ce qui constitue une nouveauté, dans des débrayages d'une demi heure pour obtenir la répercussion de l'augmentation de 8 % des minis sur les salaires réels.

La lutte s'amplifie par des débrayages communs ouvriers et mensuels.

C'est dans ce climat revendicatif général de l'Aéronautique que tombent les menaces de li-

cenciements, passant au premier plan des préoccupations générales.

Défendre son emploi! Mais comment?

Devant l'offensive de débauchage massif, touchant de larges secteurs de la classe ouvrière, il est nécessaire d'envisager la question dans son ensemble.

Le licenciement de 15.000 ouvriers aura une répercussion non seulement sur toute l'aéronautique, mais aussi sur toute la métallurgie. Cette masse de travailleurs sans emploi sera utilisée par le patronat pour faire pression sur d'autres secteurs de travail.

C'est pourquoi il faut opposer à cette entreprise de débauchage une riposte d'ensemble.

La particularisation, très prisee par les bonzes syndicaux, est largement dépassée. Dans une période d'expansion économique, où les patrons réalisaient de substantiels profits, il était possible à une équipe, à une entreprise, d'arracher quelques augmentations de salaires, compte tenu de la conjoncture de plein emploi. Actuellement le problème est tout autre avec la menace de chômage et même le chômage. Ce n'est pas une entreprise seule, encore moins une équipe, qui fera reculer le patronat et le gouvernement. Cela est, d'ailleurs, bien compris par les militants de base et par l'ensemble des travailleurs.

Comment lutter?

En coordonnant l'action des entreprises. En la popularisant auprès des autres corporations. En créant un climat de confiance dans la lutte. En adoptant une attitude résolue, ferme, démontrant que les syndicats n'accepteront pas les licenciements.

Les sections syndicales de l'Aéronautique de Bourges montrent le chemin d'une telle action.

Elles proposent, dans une lettre adressée aux sections syndicales de toutes les usines de l'Aéronautique, de convoquer une conférence nationale qui examinerait les moyens propres à faire reculer le gouvernement et le patronat.

Déjà d'autres entreprises ont repris cette proposition. Cette conférence répondrait aux désirs exprimés par les militants. A ces militants qui pensent que ce n'est pas une grève de 24 heures de la corporation qu'il faut, si celle-ci ne doit pas connaître de lendemain. A ces militants qui exigent de la part de leur organisation syndicale une tactique d'ensemble, de telle façon que ce que l'on dira à Sud-Aviation, à La Courneuve, ou le dira avec la certitude qu'à Kellerman, il est fait de même. A cette conférence, des militants de la CGT, des militants révolutionnaires, des membres du PCF, montreraient que la situation créée dans l'aéronautique est le résultat d'une orientation politique. Que s'il faut lutter contre les effets d'une telle politique, il est nécessaire aussi de se battre contre ses causes.

Une telle conférence nationale, qui grouperait les militants d'entreprises de toutes les organisations syndicales devrait être une conférence d'action et non de parolottes.

Elle ouvrirait la voie à une lutte d'envergure, mobilisant l'ensemble des travailleurs de l'aéronautique, avec le soutien des autres branches d'industrie.

Elle montrerait aux travailleurs qu'il est vain de croire que les délégations aux parlementaires régleront leurs problèmes et qu'ils ne peuvent avoir confiance que dans leur force pour faire céder le gouvernement. Cette force, ils doivent en faire étalage à travers des actions de masse, des grèves et des manifestations de rue.

Que tous les ouvriers de l'aéronautique organisent une manifestation centrale de rue, ils veront alors le patronat et le gouvernement reculer.

Henri LAFIEVRE

Nous avons appris avec peine la mort du camarade Henri Lafievre.

Militant de longue date, il avait été membre de notre organisation au lendemain de la guerre. Ensuite, il avait consacré son activité militante sur le plan syndical et était secrétaire de la Fédération autonome des P.T.T. Il était très estimé des travailleurs des Postes.

Nous adressons nos condoléances à sa famille.

Le meeting du Vél d'Hiv

Coups de main de Le Pen, manifestations de flics: toute la « gauche » tremble en première page de ses journaux. Et voici que le PCF convoque un Vél d'Hiv. Le premier Vél d'Hiv depuis des mois. Plus de vingt mille personnes sont présentes, malgré le court délai de convocation.

Dès l'entrée, on pouvait voir que l'atmosphère était celle des grands jours de bataille. Une queue très longue à la porte; de Paris, de banlieue des groupes arrivent en rang. Le fascisme ne passera pas! Paix en Algérie! Un drapeau rouge déclenche une Internationale unanime. Personne n'est pressé de rentrer; c'est dans la rue que sont massés les flics et les CRS, qui peuvent se trouver les fascistes. Chacun a ce soir envie de bagarre.

Les discours? E. Nouveau, Cot, Duclos, Martinet, Frachon parlent. Union des gauches, paix en Algérie, dénonciation des fascistes connus: tels sont leurs thèmes communs, qui rencontrent l'approbation de toute l'assistance. Il y a néanmoins un certain décalage entre les discours et la combativité des auditeurs. Unité? Oui, mais comment et sur quel programme? Paix en Algérie? Oui, mais pourquoi rappeler sans cesse la nécessité de « maintenir des liens » avec les anciennes colonies? Et surtout, comment relancer la campagne de lutte contre la guerre, comment mettre fin aux agressions fascistes?

Dispersion assez morne. Mais, une fois encore le contact avec la rue revigore tout le monde. Une manifestation spontanée se déroule en direction du Pont de Grenelle. Autour d'un drapeau rouge, un rassemblement: vieux et jeunes, le poing levé, comme on ne l'avait jamais vu depuis des années.

Les CRS sont là; ils ont reçu l'ordre de se tenir calme. « S'ils n'avaient pas d'armes, on aurait causé; la Seine n'est pas loin », déclare un manifestant. « A Pleyel! » pour aller montrer aux fascistes qui y sont réunis le vrai rapport de forces dans le pays.

Pas de directives, pas de cohésion; la manifestation s'effiloche. On envahit les métros. L'Internationale, la Jeune Garde. Chaque flic que l'on croise est salué: « A bas la prime de risque ». Voilà la réponse aux orateurs de tout à l'heure qui parlaient des légitimes revendications des policiers. « Lacoste démission! » « Gaillard démission! »

Un très bon meeting qui indique ce que peuvent les travailleurs. Des mots d'ordre, une perspective, pas de discours vides; et des milliers d'ouvriers sont prêts à descendre dans la rue pour la paix et l'indépendance de l'Algérie, pour balayer le fascisme et changer le cours de la politique française. Les jeunes représentaient une part importante de l'assistance, et pas la moins dynamique. Cela aussi, c'est un fait nouveau.

REGION BRETONNE

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante:
Fred ROSPARS
Plougasnou (Finistère)

Après Sakiet

Un témoignage des Français de Tunisie

La presse et le gouvernement français sont indignés par les mesures prises par le gouvernement tunisien à l'égard de quelques Français de Tunisie. L'indignation déborde sur les ondes de la radio. Mais on se garde bien de donner la parole à d'autres Français qui vivent en Tunisie. A ceux qui ont publié leur témoignage dans un bulletin de quatre pages format journal. Les signataires comportent des catholiques, des protestants, des laïques, des fonctionnaires, des agriculteurs, des commerçants, du personnel de direction et de maîtrise de mines, etc...

De ce document appuyé par des photos bouleversantes, reproduisons ces mots:

« Sakiet crie au monde ce qui se passe quotidiennement en Algérie. Mais on ne vous le dit pas. »

Hélas! ce n'est pas que la vérité ne soit pas déjà largement connue en France; c'est que les directions des grandes organisations de masse trahissent, paralysant ainsi les masses.